

15 mai, 22 mai, 10 juin, 17 juin ...

on continue comme ça ?

La situation sociale de ce printemps est paradoxale : des millions de salarié-e-s ont participé à des grèves, des manifestations, ces dernières semaines ... mais la plupart de ces mouvements apparaissent, au mieux comme des réussites d'un jour sans lendemain, au pire comme des échecs. Certes, dans plusieurs secteurs, des luttes ont pu se construire dans la durée, s'organiser démocratiquement au travers des Assemblées Générales, mais elles n'ont pas reçu l'appui nécessaire, n'ont pas servi de point d'appui aux autres.

L'Union syndicale Solidaires propose ici à chacun-e de participer à la réflexion sur les moyens d'action, sur le syndicalisme dont nous avons besoin pour gagner les revendications, et ne pas se satisfaire de « démonstrations » de force... qui n'en sont plus !

Il est vrai que la course à la médiatisation qui aboutit dorénavant à annoncer les nombres de manifestant-e-s une semaine avant les manifestations. ne crédibilise pas certaines actions.
Il est vrai que les travailleurs/ses ne comprennent pas (à juste titre !) qu'on appelle à la grève les **enseignants tel jour, les cheminots un autre, les salarié-e-s du privé un troisième, etc.**
Il est vrai qu'au sein d'un même secteur professionnel, les salarié-e-s s'interrogent fortement (et là aussi à juste titre) sur l'opportunité d'appeler à la grève telle catégorie un jour, telle autre un autre **jour, ... quand le fond du problème est la répartition inégalitaire des richesses que nous produisons collectivement, la privatisation et la disparition de tous les services publics, la recherche perpétuelle de productivité qui brise la santé des exploité-e-s.**

Les syndicats Solidaires ont choisi de soutenir toutes celles et tout ceux qui luttent,
mais sans taire les difficultés, les questions sur les stratégies d'action.

Il ne fallait pas appeler à ces actions successives ?

C'est évidemment la question qu'on peut se poser facilement après coup. Mais, en appelant à ces journées de grèves et de manifestations, nous avons fait le choix d'essayer de construire un mouvement à la hauteur des enjeux et des rapports de forces pour répondre à toutes les attaques du gouvernement et du patronat. Etre absent des luttes n'a jamais servi à les renforcer !

Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Avant tout, il y a eu une insuffisance d'explications syndicales sur les enjeux. Nous avons publié des tracts, des journaux, mais sans doute n'étaient-ils pas assez persuasifs, explicatifs ... et surtout, dans trop d'endroits, il a manqué un travail d'explications, de discussions, quotidien et dans la durée, sur le terrain.

La division syndicale, les attermolements des organisations syndicales qui parlent de « tous ensemble » mais appellent à l'action la fonction publique un jour, le privé un autre, les cheminots encore un autre, et refusent de coordonner les mouvements reconductibles qui démarrent parfois, ne facilitent pas les choses.

Quel que soit son secteur de travail, chaque salarié-e comprend que :
Face aux attaques du gouvernement, c'est tous ensemble qu'il faut agir, et non profession après profession
Les confédérations syndicales ne sont elles pas capables de le comprendre ?

Tout le monde comprend que :
 Face aux attaques des patrons et de leur gouvernement, il ne s'agit plus de « montrer notre désaccord » à travers des journées d'action isolées, dont la succession finit par démobiliser les plus convaincu-e-s sans attirer celles et ceux qui ne l'étaient pas. Nous ne voulons pas perdre de l'argent pour des journées sans lendemain ; au contraire, nous avons besoin de construire un mouvement interprofessionnel, unitaire, reconductible.
 Les organisations syndicales ne sont elles pas capables de le comprendre ?

Et si ce n'était pas un problème de compréhension ?

Le problème est peut être plus grave. Les appareils syndicaux sont angoissés par une chose : leur survie !
 Comment expliquer autrement le choix de la CGT d'afficher ses positions communes avec ... la CFDT ... et le MEDEF ! Combien de militant-e-s de terrain pensaient qu'on pourrait en arriver à des démarches communes Thibault/Chérèque/Parisot pour demander aux parlementaires UMP d'appliquer leurs « positions communes » ?
 Comment expliquer autrement le choix de FO de ne pas appeler aux manifestations interprofessionnelles du 17 juin ?
 La défense des retraites, le refus de l'allongement du temps de travail sont pourtant des revendications unifiantes. Combien de militant-e-s pensaient qu'on pourrait en arriver à des rapprochements entre FO et la CFTC, avec comme seule perspective de concurrencer les rapprochements entre UNSA et CGC ?

Nous n'avons pas la prétention de penser que l'Union syndicale Solidaires serait la seule organisation fréquentable aujourd'hui. Nous ne disons pas ça : nous avons, nous aussi, nos difficultés, nos contradictions, ... il serait idiot de le nier.

La différence, c'est que nous ne transformons pas cela en politique nationale. La différence, c'est que nous n'avons pas « d'appareil » à protéger. La différence, c'est que nous concevons nos syndicats, nos fédérations, notre union syndicale interprofessionnelle comme la mise en commun de nos collectifs syndicaux de terrain, pas comme une superstructure qui donne les ordres. La différence, c'est aussi que nous voulons tirer, avec tous, les bilans de ce que nous faisons, et ne pas nous contenter d'enchaîner les appels à nous suivre.

Nous savons aussi que de nombreux militant-es d'autres syndicats se posent les mêmes questions...

Il faut en finir avec les stratégies perdantes !
 Nous n'avons pas de fétichisme quant aux formes d'actions ; mais il faut que cela corresponde au niveau des revendications, aux enjeux et au rapport de forces à construire.
 Nous proposons deux choses simples :
 Que chaque organisation syndicale s'engage à réagir immédiatement et fortement, par un appel à la grève, si cet été des décisions graves sont prises par le gouvernement, par exemple sur la retraite, le temps de travail, la santé, etc.). De même au sein de chaque entreprise.
 Que chaque organisation syndicale s'engage dès maintenant dans la construction d'un mouvement interprofessionnel, unitaire, reconductible en Assemblées Générales, pour la rentrée. En octobre, sont prévues des lois remettant en cause les retraites (41 annuités), la Sécurité Sociale (nouvelles franchises), la fonction publique (RGPP, livre blanc)... la question du pouvoir d'achat mérite aussi une riposte commune. Utilisons le trimestre d'été à bâtir la mobilisation, à expliquer les enjeux, à donner confiance dans l'action collective, à mettre en avant la convergence des luttes de chaque profession, chaque catégorie.
 Et lançons un ultimatum social pour octobre !

L'union syndicale Solidaires s'y engage.

Si vous pensez que c'est le bon choix, aidez-nous à y parvenir...



Je souhaiter renforcer l'action des syndicats Solidaires

Nom, prénom :
 Entreprise :
 Téléphone, mail :
 Signature :

A remettre à un-e militant-e : SUD AREVA BD de la Resistance 71040 MACON CEDEX 9 BP 84019

tél : 03 85 29 34 30 – Site : <http://www.sud-areva.com>
 E-Mail : sud.macon@areva-td.com